



## Statistiques, évaluation : il est temps que ça change !

*Communiqué du syndicat  
CGT Educ'action de l'administration centrale*

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses voix s'élèvent pour souligner le manque de crédibilité des chiffres et des données communiqués par le ministre Luc Chatel sur l'état et les performances du système éducatif. A plusieurs reprises, la CGT, avec d'autres syndicats, a signalé la gravité de cette situation, qui jette le discrédit sur l'ensemble des travaux de la DEPP, pourtant pertinents et sérieux.

Mais aujourd'hui, c'est un véritable mouvement d'opinion qui se dessine pour contester les pratiques de véritable propagande politique du ministre : la FCPE s'insurge, des associations s'inquiètent (l'Ajé, Association des journalistes éducation, le CRAP, Association des cahiers pédagogiques, etc.), des journalistes enquêtent et trouvent matière à s'indigner (*Libération, Mediapart, L'Humanité, Le Monde*, etc.), des rapports du Sénat contestent la vérité des chiffres communiqués par le ministre. Le Haut conseil de l'éducation lui-même, dans son « Bilan des résultats de l'école », rejoint l'avis négatif que la CGT avait exprimé avec de nombreux enseignants et experts sur les évaluations CE1, CM2 et 3<sup>ème</sup>.

Il est temps que ça change. La CGT exige :

**La diffusion en temps et en heure de tous les travaux prévus au programme de travail de la DEPP, en particulier du bilan de rentrée qui doit paraître en janvier.**

Ce n'est qu'à la suite du mouvement d'opinion de ces jours derniers, qu'une partie de ces travaux, parfois bloqués depuis longtemps, viennent de paraître. A plusieurs reprises, la CGT, avec d'autres organisations, a alerté l'opinion sur les pratiques du ministre et de son entourage qui mettent en cause l'indépendance de la statistique publique : publications bloquées, chiffres gênants qui ne sortent pas ou trop tard, données fantaisistes rabâchées (comme ces « 250 000 décrocheurs »). Ces pratiques ne sont pas nouvelles, mais elles atteignent un niveau insupportable malgré les alertes lancées ici ou là.

Cette situation ne saurait durer. Les conséquences de cette utilisation politicienne de l'administration sont graves :

- En empêchant les citoyens d'avoir accès à des données fiables, le ministre et le gouvernement entravent et faussent le débat sur l'Education nationale. Par exemple, on ne peut se contenter des données invérifiables annoncées par le ministre à la radio, pour connaître les effectifs d'élèves à la dernière rentrée. **Une note de la DEPP, offrant toutes les garanties de la statistique publique doit impérativement paraître en janvier.**
- Les collègues de la DEPP exercent leur métier dans des conditions de plus en plus difficiles : comment travailler en ne sachant pas si l'on sera publié ? comment garder confiance dans sa mission lorsque les chiffres sont dévoyés au service de la casse de l'Education nationale ? **Les pratiques actuelles jettent le discrédit sur ces collègues et sur l'ensemble de la statistique publique : même les données les plus sérieuses deviennent sujettes à caution.**

**Le retour à la DEPP des évaluations diagnostiques comme le réclament la plupart des organisations enseignantes.**

Il faut en finir avec les évaluations nationales CE1, CM2 et 5<sup>e</sup> conduites par la DGESCO. Tout est contestable, et désormais tout est contesté dans ces évaluations : le principe même d'un procédé qui consiste à mettre les écoles en concurrence, et non à aider les enseignants et les élèves, la méthode de correction et de collecte qui enlève toute fiabilité aux résultats, et une DGESCO qui est à la fois juge et partie, et dont la transparence n'est pas la vertu première.

Il faut en revenir aux évaluations type CE2, 6<sup>ème</sup> de début d'année, qui avaient pour objectif d'aider les enseignants à voir où étaient les faiblesses de leurs élèves et à organiser leur travail pour y remédier.

### **Rendre à la DEPP son autonomie scientifique et politique.**

Cette direction doit retrouver ses compétences et ses missions. La campagne menée à juste titre contre les pratiques ministérielles ne doit pas déboucher sur une aggravation de la situation de cette direction. On entend ici ou là dire que les premiers responsables de la situation sont les collègues de la DEPP, qui ne produiraient pas assez : de tels propos sont intolérables, lorsqu'on sait comment ces collègues sont entravés dans l'exercice de leur métier.

On voit fleurir des propositions voulant confier l'analyse et l'évaluation du système éducatif à un organisme indépendant. Là n'est pas la question. Il serait trop facile de prendre une décision hâtive, soumise à tel ou tel lobby, consistant à créer une agence ou toute autre institution, dépossédant encore davantage la DEPP de ses missions et laissant le ministère publier ses propres données contestables, comme le fait aujourd'hui la DGESCO..

Pour assainir la situation, et pour garantir l'indépendance et l'**autonomie scientifique et politique** de la DEPP il faut exiger :

- un programme de travail public et élaboré démocratiquement avec un comité scientifique en liaison avec le CNIS ;
- la liberté de publication et de diffusion ;
- l'accès au système d'information du ministère ;
- le fait d'être opérateur des enquêtes et évaluations internationales, et
- les moyens d'organiser synthèse et cumulativité des travaux conduits dans le domaine de l'éducation en lien avec l'ensemble du milieu de la recherche en éducation.

**Dans l'immédiat, la CGT exige que le programme de travail et de publications pour 2012, en cours d'élaboration à la DEPP, soit rapidement publié après avoir été présenté aux partenaires sociaux.**

La CGT appelle les collègues de la DEPP à se mobiliser fortement pour obtenir de bonnes conditions d'exercice de leur métier et de leurs missions. Nous ne devons pas craindre le débat public et nous devons refuser le chantage qui prétend que ce débat fragilise la DEPP et met en cause son existence. La fragilisation de la DEPP vient de la mise en cause de ses compétences et de ses missions par le ministre et une certaine hiérarchie, elle vient du discrédit jeté sur ses travaux par une utilisation politicienne des chiffres.

Le temps des bonnes décisions est arrivé, il est temps que ça change.

**CGT Educ'action centrale**  
**Ministère de l'Education nationale**  
**Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche**

15 décembre 2011